

PRÉSIDENTIELLE : **23 AVRIL & 7 MAI 2017**
LÉGISLATIVES : **11 & 18 JUIN 2017**

L'ennemi, c'est toujours la finance !

Sortir de l'austérité et de la précarité, combattre les inégalités et les discriminations, maîtriser la révolution numérique et informationnelle, engager la transition écologique, développer les services publics... une telle politique nécessite de changer l'utilisation de l'argent ! Le PCF propose des mesures concrètes qu'une majorité de gauche pourrait mettre en œuvre immédiatement à l'appui des luttes sociales.

De l'argent à gogo pour les profits...

220 milliards d'euros : c'est le montant annuel de l'argent public utilisé pour réduire les « charges » sociales et fiscales des entreprises en France (du crédit d'impôt compétitivité emploi aux exonérations de cotisations patronales) !

...et zéro résultat pour l'emploi et la croissance !

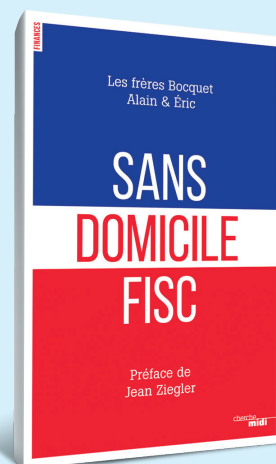
Avec tout cet argent, le chômage devait baisser, les entreprises devaient relancer l'investissement, la croissance devait repartir... La réalité est tout autre.

+ 1,1 million d'inscrits à Pôle emploi en 4 ans. 9 millions de pauvres en 2016. Et la précarité de l'emploi comme norme : 87 % des déclarations d'embauches en particulier des jeunes sont des CDD ! L'investissement ne repart pas et la croissance reste atone.

Les travailleurs et citoyens valent mieux que l'insécurité sociale et les sacrifices à l'infini qui ne servent que les intérêts financiers de quelques-uns !

Stop à l'évasion fiscale !

60 à 80 milliards d'euro : c'est le montant annuel de l'évasion fiscale en France. Les communistes veulent mettre un terme à ce scandale. Alain et Éric Bocquet, parlementaires communistes, formulent des propositions inédites dans leur livre, comme la proposition d'une COP fiscale mondiale à l'image de la COP 21 qu'ils viennent de faire adopter à l'Assemblée nationale !



En portant notre projet « La France en commun », les communistes appellent à voter Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle et soutiennent partout en France des candidat-e-s aux élections législatives.

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français


**FRONT
DE GAUCHE**



*Notre programme
« La France en commun »
en vente 2 € auprès
des militant-e-s*

Prenons le pouvoir sur l'argent ! Avec leur projet la France en commun les communistes proposent :

Au niveau local

- ▶ Assurer un droit d'accès des salariés-citoyens et des élus à des informations détaillées sur l'utilisation de l'argent par les banques et sur les aides publiques aux entreprises.
- ▶ Donner pouvoir à des fonds régionaux pour l'emploi et la formation d'utiliser l'argent des aides publiques actuelles pour que les banques accordent des crédits aux entreprises sur critères sociaux et écologiques.
- ▶ Organiser le contrôle démocratique sur le territoire de l'utilisation effective de cet argent public par les entreprises.

Au niveau national

- ▶ Nationaliser la Société générale et BNP-Paribas et les intégrer à pôle public financier pour répondre aux besoins humains. Créer un fonds national pour l'emploi et la formation chargé d'assurer la cohérence nationale des fonds régionaux.
- ▶ Refondre par la loi le statut des banques coopératives et mutualistes et redéfinir la place des échelons nationaux pour garantir le pouvoir des sociétaires dans les caisses locales.
- ▶ Réformer la fiscalité des entreprises en augmentant l'impôt pour les entreprises qui privilégie les profits financiers et en le diminuant pour celles qui respectent des critères sociaux (niveau de rémunération des salariés par exemple) et écologiques (conséquences de l'activité sur l'environnement).

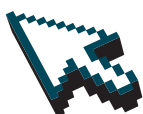
Au niveau européen et mondial

- ▶ Placer la BCE au service de l'emploi et de l'économie réelle en l'autorisant à alimenter un fonds de développement économique social et environnemental servant à financer l'expansion des services publics dans toute l'Europe.
- ▶ Engager le combat pour une monnaie commune mondiale au service de projets de développement sur l'ensemble de la planète.

Des pouvoirs nouveaux dans les entreprises

- ▶ Créer un droit de veto au CE sur les décisions des employeurs en matière de licenciement et obliger légalement l'employeur à tenir compte des propositions alternatives des salariés.
- ▶ Instituer les moyens légaux d'obliger les banques à financer ces propositions alternatives.

*Suivez en direct
la rencontre nationale*



Le 28 février 2017 à partir de 18h30

www.pcf.fr ou **Parti communiste français**

**L'ennemi, c'est toujours la finance !
Prenons le pouvoir sur les banques**

Avec **Pierre Laurent**, secrétaire national du PCF,
Pascal Cherki, député PS, représentant de Benoît Hamon
Éva Sas, députée EELV, **un-e représentant-e** de la France insoumise,
Frédéric Boccara, membre de la commission économique du PCF, **François Morin**, professeur émérite de sciences économiques, membre des Économistes atterrés, **Marie-France Beaufils**, sénatrice, auteure du rapport d'information sur le CICE, **Françoise Davisse**, réalisatrice du film *Comme des lions*